Troisième Année. — Numero 155 | CINQ CENTIMES | Samedi 5 Juin 1897

L'ÉGALITÉ
de Roubaix-Tourcoing

ABONNEMENTS

	Trois mois	Six mois	Un an
Nord et Départements limitrophes	4 fr. 50	9 fr.	18 fr.
AUTRES DÉPARTEMENTS	5 fr. 50	12 fr.	22 fr.

Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desurmont, 12, TOURCOING
Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX

ON REÇOIT LES ANNONCES
ANNONCES
A ROUBAIX, 93, Grande-Rue.
A TOURCOING, 12, Rue Desurmont.
A LILLE, 28, Rue de Fives.

Nous commencerons, dans notre numéro d'après-demain la publication d'un grand roman

Le Roi des Camelots

par Camille BIAS

On retrouvera dans ce roman, où les scènes touchantes succèdent aux situations les plus dramatiques, les brillantes qualités qui ont fait la réputation de l'auteur de la **FAUSTINE**, *des* **FILS DE RODIN**, *de* **MATHIAS L'ASSASSIN**, *de la* **SORCIÈRE DE GANGES**, *de la* **FILLE MÉLIE**, *du* **ROI DES TAVERNIERS**, *etc., etc.*

LE ROI DES CAMELOTS

obtiendra certainement auprès de nos lecteurs un très grand succès.

BULLETIN DU JOUR

La Commission du Budget

La commission du budget de 1898 ressemble à s'y méprendre à sa devancière, comme le budget de 1898 ressemble à celui de 1897.

Cette Chambre a voulu sans doute montrer encore une fois au pays qu'elle était incapable de tout effort et qu'elle se refusait à accepter la plus petite réforme financière. Jamais assemblée n'a été aussi avachie et asservie.

L'année dernière encore, des discussions s'étaient produites dans les bureaux, la lutte avait été vive, des projets de réforme avaient été présentés, il n'en a pas été de même cette fois.

Les amis du cabinet clérical sont arrivés dans les bureaux avec des listes toutes préparées à l'avance et qu'ils ont fait triompher grâce à l'appui des royalistes et des bonapartistes. Les députés de gauche, fidèles à la consigne, s'étaient ralliés en grand nombre au Palais-Bourbon où régnait même un flux authentique avant quitte une cérémonie solennelle pour voter pour les amis de Méline.

Nous devons constater que certains radicaux n'ont pas montré la même exactitude. Dans plusieurs bureaux, en effet, les candidats ministériels n'ont pu être élus que grâce à leur absence. Ce sont les éternels lâcheurs qu'on ne retrouve jamais dans les moments décisifs.

Quoique la commission soit composée, en grande majorité, de députés résolus d'avance à s'incliner avec respect devant les propositions ministérielles, cela ne nira pas tout seul.

C'est qu'en effet le projet du ministre des finances n'est pas d'une solidité à toute épreuve, et il est très probable qu'il ne résistera pas aux différents assauts qu'il lui faudra subir.

Ainsi que l'a fort bien dit Millerand dans le bureau qui l'a élu membre de la commission, le budget de M. Cochery est un budget de déficit, au point de vue politique comme au point de vue financier.

Déficit au point de vue financier, car il ne comporte que 13,000 fr. d'excédents, alors qu'il fait état de 10 millions de recettes aléatoires ou irrécouvrables. Il n'existe donc que sur le papier et donnera des mécomptes à la fin de 1898. Qu'importe à notre ministre qui pense sans doute, que d'ici là, « le roi, l'âne ou lui, seront morts ».

Au point de vue politique, c'est pis encore. Après avoir annoncé qu'il ferait bien mieux que MM. Bourgeois et Doumer, M. Cochery ne fait rien. Il avait promis de réaliser quantité de réformes fiscales qu'il déclarait infiniment supérieures à l'impôt sur le revenu. Il n'en a introduit aucune dans son budget.

Ce n'est plus le déficit : c'est la banqueroute politique.

M. Cochery, qui faisait partie du même bureau que Millerand n'a pas soufflé mot, ayant sans doute connaissance du bien fondé des critiques dirigées contre son projet. S'il le soutient de la même manière lors de la discussion publique, cela ne manquera pas de piquant.

Ce serait tout de même cocasse si le ministre allait finir par faire lui même banqueroute à son budget banqueroutier.

INFORMATIONS

(Par Service Spécial)

INTÉRIEUR

LE BUDGET DE M. COCO-COCHERIE

Paris, 3 juin.

Nous avions dit que le budget de M. Cochery ne renfermait aucune innovation. C'est une erreur que nous nous empressons de réparer.

Le projet du budget des cultes pour 1898 prévoit, en effet, pour l'Algérie, des augmentations le 24,600 francs pour la création de 12 places de desservants catholiques, 3,500 francs pour la création d'une place de pasteur protestant, et 3,000 francs pour la création d'une nouvelle place de rabbin.

On voit que le ministère Méline, fidèle à ses tendances religieuses, n'hésite pas à gaspiller notre argent en cadeaux aux pasteurs de tous les cultes.

Avec un gouvernement qui dépense, d'un seul coup, 14,842 francs 94 centimes pour une messe séculière à Notre Dame, la chose n'a rien d'étonnant. Nous en verrons bien d'autres.

Ajoutons que le projet de budget comporte une augmentation de 200,000 fr. sur le chapitre 18 «dépenses secrètes» que le ministre demande à élever de 801 000 francs à un million.

Il paraît qu'on a fait de très fortes distributions de fonds secrets dans ces derniers temps; pour services rendus au ministère. Il faut maintenant boucher les trous. Ainsi s'explique cette demande de crédits qui permettra de payer en outre bien des dévouements.

LA GRÈVE DES MINEURS DE LA GRAND'COMBE

La Grand'Combe, 3 juin.

A la Grand'Combe, une certaine surexcitation se manifeste chez les habitants. Quelques rixes sans importance se sont produites, à la suite des provocations journalières de la police et des agents de la Compagnie.

Dans une réunion tenue hier, la continuation de la grève a été votée à l'unanimité.

Il y a en ce moment à la Grand'Combe 1,200 ouvriers sans travail, soit qu'ils aient été congédiés, soit qu'ils aient quitté la mine volontairement. La direction de la mine continue à faire inscrire tous les ouvriers congédiés comme démissionnaires qui se présentent pour se faire embaucher. Il n'y en a actuellement qu'une soixantaine d'inscrits.

LES SUITES FUNESTES D'UNE OPÉRATION

Pau, 3 juin.

Le tribunal correctionnel a condamné le docteur Lassalette, à deux mois de prison et à 500 francs d'amende, pour homicide par imprudence, à la suite de la mort d'une dame qu'il avait opérée d'un fibrôme sans avoir pris les précautions requises pour ce genre d'opérations.

DRAME D'AMOUR. — DEUX VICTIMES

Foix, 3 juin.

A Montferrier, un jeune homme de vingt sept ans, nommé L..., propriétaire à Lavelanet, ayant appris qu'une jeune fille de dix-neuf ans qu'il courtisait devait se marier dans huit jours avec le fils du maire d'une commune voisine, s'est rendu vers cinq heures dans un champ où elle gardait les bœufs et lui a tiré un coup de revolver, retournant ensuite son arme contre lui-même, il s'est suicidé.

Tous deux sont morts. Le parquet de Foix s'est transporté à Montferrier.

LA CATASTROPHE DU BAZAR DE LA CHARITÉ

Paris, 3 juin.

L'ambassade de Russie vient de faire remettre à M. Félix Faure dix médailles de sauvetage en or et dix en argent que le Czar a tenu à mettre à la disposition personnelle de M. le Président de la République en le priant de les décerner lui-même aux personnes qui paraîtraient les plus méritantes, parmi celles qui se sont signalées par leur courage lors de l'incendie du Bazar.

VIOLENT ORAGE. — DÉGATS IMPORTANTS

Châlons-sur-Marne, 3 juin.

Un orage épouvantable a éclaté, la nuit dernière, sur Vitry le Français et les environs. Des grêlons, gros comme des noix, ont brisé des milliers de vitres et ravagé des récoltes.

Les dégâts sont considérables à Vitry le Français et particulièrement dans les bâtiments de la gare et de la sous-préfecture.

EMPOISONNEMENT PAR DES SARDINES

Toulon, 3 juin.

Quatre sergents et un adjudant du 8e régiment d'infanterie de marine ont été empoisonnés hier soir, à la cantine, par des sardines en conserve.

Grâce aux soins qui leur ont été prodigués par un médecin des équipages de la flotte, les sous-officiers ont pu être sauvés. Les malades sont en traitement à l'infirmerie régimentaire.

Une enquête est ouverte.

BARQUE QUI COULE. — DEUX VICTIMES

Vesoul, 3 juin.

Hier soir, à neuf heures, près de la gare, une barque contenant sept personnes a coulé dans le Durgeon, profond en cet endroit de quatre mètres.

Malgré la rapidité des secours, une femme Delaye, âgée de vingt-trois ans et sa fille, âgée de trois ans, n'ont pu être sauvées.

ÉTRANGER

LA SANTÉ D'AMILCARE CIPRIANI

Athènes, 3 juin.

Il y a quelques jours, l'état de notre excellent ami Amilcare Cipriani s'est un peu empiré à la suite d'une tumeur qui s'était formée dans la blessure et qui a dû être opérée.

Mais actuellement les médecins assurent que Cipriani est absolument hors danger et qu'il pourra rentrer avant un mois à Paris.

UNE EXPLOSION A BORD D'UN NAVIRE

Lisbonne, 3 juin.

Le navire autrichien *Wien* échangeait des valuts avec le port de Lisbonne, lorsque la culasse d'un canon de ce navire, mal fermée, fut projetée en arrière.

Un des servants de la pièce fut tué. Plusieurs autres furent blessés.

La tourelle a été détruite par l'explosion.

Le ministre autrichien s'est rendu à bord du *Wien*, qui venait d'arriver à Lisbonne, en route pour Spithead.

LE VÉSUVE EN PLEINE ÉRUPTION

Naples, 3 juin.

Le Vésuve est en pleine éruption. La lave forme de nombreuses coulées; la principale s'avance rapidement et a presque atteint la cabane de l'Ermite.

NOUVEAUX SINISTRES MARITIMES

Dunbar, 3 juin.

Le bateau de pêche *Paragon* s'est perdu corps et biens à cinq milles environ de Dunbark.

Un terrible cyclone l'avait absolument désemparé et, de ce fait, il est allé se briser sur des rochers.

L'équipage est totalement perdu.

Plymouth, 3 juin.

Le bateau de pêche *Welesme* a été abordé et coulé pendant un brouillard épais par le *Massachusset*, grand steamer qui fait le service de New York à Londres et qui se rendait à ce dernier port.

Le *Massachusset* a recherché en vain, sur les lieux du sinistre, l'équipage du *Welesme* dont tous les hommes ont péri.

NOS PEAUX-ROUGES

Après leur écrasante défaite du mois d'Avril dernier, les réactionnaires de Roubaix se réunirent autour d'un punch copieux, dans le but de noyer leur chagrin.

L'eau-de-vie a paraît-il, de ces vertus amnésiques. Elle met aussi en verve. N'est-ce pas sous son empire que M. Eugène Motte s'écria, pendant qu'elle flambait, bleuâtre :

— « Messieurs, l'Union Sociale et Patriotique vous a convités à un punch et ce fait, si simple en lui-même, est cependant tout un programme ! »

M. Prud'homme tressaillit d'aise. Il avait trouvé son pair et ses petits neveux pourraient désormais dire, au choix :

— « Ce sabre — ou ce punch — est le « plus beau jour de ma vie ! »

Les esprits se complètent en se confondant. Celui du vin aiguise celui de l'homme. M. Eugène Motte en est une preuve éloquente.

Après l'impérissable cri du cœur qu'il fit entendre au début de sa harangue funèbre, en effet, le distingué conseiller général se lança dans les considérations politiques avec une fougue que le bouillant Achil n'aurait eu, avée.

— « Nous ne prenons pas des airs de matamores, s'écria t-il; nous ne sommes pas prêts à monter au Capitole et à rendre grâces aux dieux, non ! »

Rendre grâces aux dieux, eût été, de la part de M. Eugène Motte, le comble de la résignation et nous comprenons qu'il s'en soit abstenu; mais n'est-il pas admirable d'entendre ce meurtrier de la bataille politique, que le suffrage universel venait d'envoyer s'aplatir sur la roche Tarpéienne, déclarer que le Capitole est trop haut pour qu'il songe à l'atteindre, même monté sur Pégase, son cheval favori ?

Hélas ! vraie ou feinte, suggérée par les vapeurs du punch, — qui flambait toujours, — ou expression d'une pensée sincère, cette humilité obligea l'orateur de la salle Pandore à ne pas quitter son terre-à-terre habituel. Il se borna donc à retrousser ses manches, à rosser les opportunistes qui n'en pouvaient *mais*, et à montrer le poing au prolétariat roubaisien, lequel, narquois, riait hors de son atteinte.

Les opportunistes aiment sans doute être battus car ni leur organe, l'*Avenir*, ni leur nouveau leader, M. Adolphe Coupez, ne ripostèrent.

Quant aux menaces faites aux travailleurs de Roubaix, nous ne nous y arrêtons pas autrement, tant elles nous paraissaient grotesques et mesquines, mais il nous faut bien y revenir, puisqu'une proclamation de l'*Union*, dite Sociale et Patriotique parue dans le *Journal de Roubaix* de jeudi et enregistrée hier par l'*Echo du Nord*, leur donne un regain d'actualité.

Après avoir déclaré dans le langage... familier qui lui est propre qu'il ne voulait pas être «gogo», M. Eugène Motte avait scandé ce programme, — qui était tout un punch !

— « Eh bien, Messieurs, il faut que » tous les affiliés à l'*Union Sociale et* » *Patriotique* réservent la préférence » à tous ceux qui, s'ils ne sont pas » nos amis, ne servent pas nos en » nemis. »

Ce langage signifiait :

— « Nous allons, nous patrons, nous capitalistes, établir en manière de vengeance, contre les dix mille électeurs qui nous ont barré le chemin de l'Hôtel-de-Ville, un régime des suspects. Nous boycotterons les petits commerçants, les petits industriels qui ne sacrifient pas sur nos autels; nous fermerons nos usines devant les ouvriers que nous supposerons socialistes. *Nous ferons de la misère* pour quarante ou cinquante mille personnes... »

Et après avoir ainsi parlé, M. Eugène Motte, avec la superbe inconscience qui le caractérise, osait évoquer l'image de « la République accueillante ouverte, portant un rameau d'olivier à la main ! » — chienne hargneuse plutôt, la gueule crispée, les crocs aiguisés, écumant de rage, — la voilà peinte la République de M. Eugène Motte et de l'*Union dite Sociale et patriotique* !

Plagiant notre organisation socialiste à Roubaix, dans ses lignes générales, cette Union réactionnaire vient comme nous le disons plus haut, d'essayer de mettre en pratique le système odieux préconisé par son grand manitou.

Elle va s'efforcer d'embrigader les électeurs, en les menaçant et en leur offrant les avantages d'ordre capitaliste dont disposent ses fondateurs, tous gros usiniers, gros patrons, gros industriels.

Pour être admis dans une usine, dans un atelier, dans un bureau, il faudra exhiber sa carte d'adhérent à l'*Union*. Quant aux petits commerçants, ceux-là seuls qui feront partie de la « Sainte-Boîte » auront le droit de vivre en travaillant; — les autres devront fermer boutique, car ils seront mis à l'index.

Et le factum dont nous donnons l'esprit, sinon la lettre, appelle cela une « œuvre d'assistance par le travail ! » Délicieux euphémisme, n'est-ce pas, pour dire à des hommes dont on vante depuis des ans l'affranchissement politique :

— « Vous serez notre chose ou vous ne serez pas ! »

Et l'on prétendait que la race des Peaux-Rouges s'éteignait ! Il est possible qu'on ne trouve plus, dans l'Amérique du Nord, de ces hommes réputés pour leur férocité et leur façon cruelle de faire la guerre, mais il en existe, à Roubaix...

Ce sont ceux qui, cléricaux et monarchistes hier, se sont teints à la couleur républicaine pour capter les suffrages des électeurs, comme les Indiens dont ils imitent les procédés barbares, se teignaient le corps avec de la terre rouge. Ils s'appellent Motte, Chatteleyn, Wireux, etc... et on les trouve rangés sous la bannière de cette *Union soi-disant Sociale et Patriotique* dont le nom devrait être l'UNION DES PEAUX-ROUGES !

Mais à quoi bon s'indigner ? Leurs procédés sont encore plus bêtes que misérables. Ils se retourneront contre eux.

Ni l'oppression ni l'affamement systématiques, par le plus bas et le plus vil des mouchardages, n'auront raison de la foi des socialistes roubaisiens.

Quelque chose commande, là-bas, qui passe au-dessus, bien haut, des petitesses des hommes : L'IDÉE !

Les millionnaires roubaisiens peuvent essayer de torturer les estomacs, ils n'auront pas raison des cerveaux.

Nous les en défions !

C'est l'effet inverse à leurs répugnantes ambitions qu'ils obtiendront.

Ils surexciteront ce sentiment de la lutte des classes que leurs agissements avaient déjà développé et, après avoir été écrasés sous le poids des bulletins de vote, ils tomberont sous le mépris public.

Ce sera la triste fin des derniers des Peaux Rouges.

G. SIAUVE-EVAUSY.

AUTOUR D'UN MONUMENT

(De notre correspondant particulier)

Saint-Quentin, 3 juin.

Lundi prochain, le Président de la République et la plupart de ses ministres, Méline, Barthou, Rambaud, Hanotaux, Turrel, iront dans la bonne ville de Saint-Quentin procéder à l'inauguration du monument élevé à la mémoire de ses défenseurs au siège de 1557. Que le bon Dieu du père Ollivier les accompagne et les protège ! Après l'humiliation récente de Notre-Dame, au milieu de la cléricaille aristocratique, ils ont vraiment besoin du concours de la divine Providence pour empêcher que le peuple les siffle et se moque, à son tour, de leurs ridicules majestés.

Quoi qu'il arrive, le gouvernement semble s'engager dans un guêpier d'où il lui sera bien difficile de se retirer sans accrocs, soit que la municipalité Saint Quentinoise, toute monarchiste et cléricale, lui inflige une nouvelle leçon dominicaine, soit que le peuple, en majorité socialiste, comprenant son devoir, le conspue de la belle façon. L'un et l'autre cas peuvent simultanément se produire. Des groupes d'ouvriers auraient décidé paraît-il, que le cortège présidentiel défilerait, sous une bande de taffetas portant cette inscription : « Félix Faure Misère ».

Tout en effet est profondément ridicule dans cette histoire du monument de 1557. Tout tourne à la confusion des cléricaux qui vont présider l'inauguration, autant qu'à celle des bourgeois opportunistes qui l'ont préparée. Les statues représentent; sur un socle élevé de granit rose, la ville de Saint-Quentin protégeant la France de son corps; en bas, autour du piédestal nord, des défenseurs de bronze, un blessé, des morts, une femme à genoux. Elles sont belles et d'un aspect imposant, au centre d'une place magnifique. Mais le statuaire, M. Theunissen, dans son désir immodéré de plaire aux gros bonnets du crû, a enfanté et exécuté une conception singulièrement bizarre.

Au lieu de figurer Coligny, le Mayeur, les mousquetaires, les canonniers avec des modèles ou des estampes du temps, il a imaginé de substituer aux vénérables têtes celles des bourgeois cossus de la cité contemporaine. Ainsi Coligny apparaît sous les nobles traits de François Hugues, célèbre député opportuniste. Le Mayeur emprunte la physionomie d'un marchand de parapluies, nommé Petit. Le canonnier n'est autre qu'un certain Poulain, capitaine des sapeurs-pompiers. Le soldat blessé a pris la forme du camionneur, Marialle Gadmer. Enfin la dame qui soigne l'agonisant et qui devrait perpétuer le nom et l'image d'une héroïne locale, est elle-même suppléée par Mme Louise-François Hugues, épouse du bienheureux parlementaire.

Tous ces personnages ressemblent d'une façon frappante à leurs modèles, mais, par surcroît de précaution, le sculpteur, artiste prévoyant et juste, pour que nul ne s'y trompe, a fait graver sur les cols ou sur les manches les noms des braves gens qui avaient prêté leurs têtes; en sorte que les paléographes de l'avenir, reconstituant les faits historiques à l'aide des monuments, seront logiquement amenés à déduire qu'en 1557, le général François Hugues, ses lieutenants Marialle et Poulain, et sa douce épouse Louise, ont sauvé la Patrie par une héroïque résistance.

Ces bons bourgeois de Saint-Quentin ! Figurez vous qu'ils se querellèrent fort, il y a une quinzaine de mois, au sein du conseil municipal, à propos de ses statues. La plupart trouvaient mauvais que quelques-uns de leurs collègues fussent reproduits en bronze, tandis que d'autres ne l'étaient point. Ils demandèrent au moins une plaque de marbre pour eux que le sculpteur avait négligé de couler. Hélas ! des élections vinrent qui les précipitèrent du trône municipal et dissipèrent leurs rêves d'immortalité.

Aujourd'hui, grâce à la complicité et à la sottise des opportunistes apeurés, les cléricaux sont devenus maîtres de l'Hôtel de ville où ils représentent environ un millier d'électeurs calotins, c'est-à-dire une infime minorité. Il était ainsi réservé à ces plats valets de l'Eglise romaine de célébrer la gloire du fier Huguenot Coligny.

Etrange vicissitude ! Cet amiral Coligny, qui défendit, durant tant d'années, ses coreligionnaires protestants contre l'intolérance catholique et son pays contre l'étranger, fut, comme chacun le sait, traîtreusement égorgé à la Sainte-Barthélemy par les assassins, à la solde des curés.

Que vont-ils imaginer lundi, ces bons cafards, pour justifier le crime de leurs prédécesseurs et louer leur victime ?

Bah ! ils ne se trouveront pas, je pense, en peine pour si peu. N'ont-ils pas inventé avec Jeanne Darc, tout ce que l'hypocrisie jésuitique a de ressources ? Vous verrez qu'ils célébreront un service religieux dans leur basilique Saint Quentinois, que Félix viendra s'y agenouiller et qu'un capucin quelconque y proposera la canonisation du grand Huguenot.

Toutefois la comédie, quoique burlesque sera jouée sérieusement par ses acteurs. Félix et Méline distribueront à profusion des croix et des poireaux aux exploiteurs industriels. Depuis quelques jours, ils s'arrachent là-bas les actions de la *République Française* ; Rambaud fera l'apologie de la Saint-Barthélemy; les curés béniront Coligny caché sous les apparences de François Hugues. Ces pince-sans-rire sont très capables de remplir naturellement les rôles bouffons les plus malaisés à interpréter. A Saint-Quentin, la cérémonie de lundi les placera sur une scène vraiment digne d'eux, et si le parterre ne s'amuse pas, c'est que la gaîté française aura vécu.

G. B.

CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 3 juin.

Les ministres se sont réunis ce matin, en conseil de cabinet au ministère de l'agriculture, sous la présidence de M. Méline.

— Le conseil s'est occupé des affaires d'Orient et M. Hanotaux a donné connaissance au conseil des intructions envoyées par les puissances.

— Le président de la République sera accompagné dans son voyage à Saint-Quentin, lundi prochain, par le président du conseil, ministre de l'agriculture, le ministre des affaires étrangères et le ministre de la guerre.

SOUSCRIPTION

en faveur des Rubaniers de Comines

Deuxième liste

Georges Devraigne	2 00
Paul Vincent	1 00
Victor Deplanck	5 00
F. C.	2 00
Un étudiant socialiste	1 00
Un voyageur socialiste	1 00
Victor Vincent	1 00
Delcluze	1 00
E. Sohier, conseiller municipal	0 50
Georgette	1 00
Un clérical anarchiste	0 50
Gustave	1 00
Agache	0 50
Delannoy	5 00
Un franc maçon	1 00
Dingreville	0 50
Un voyageur socialiste	0 50
Fumosiste	0 50
Maurice	1 00
Renard	0 50
Duneufgardin	0 50
A. Tisserand	0 50
Bouniol (chansonnier)	1 00
Barbottin	0 50
Gosselin	0 50
Un docteur socialiste	5 00
Un étudiant socialiste	0 50
C. Géo	2 00
Anonyme	2 00
Candidats officiers socialistes	1 20
Zédrol	2 00
Anonyme	1 00
Peinire	0 50
XXX...	2 00
Anonyme	0 30
Jules Mudé-July	1 00
Un groupe de bons patriotes	2 50
Cacao	1 00
	50 70
Total de la 1re liste	18 50
Total général	69 20

Nous remercions vivement, au nom des grévistes *par force* de Comines, nos généreux souscripteurs.

Nous espérons que cet élan de solidarité ne s'arrêtera pas là.

A tous nos amis, à tous les cœurs généreux, sans distinction d'opinions, nous demandons DU PAIN pour de braves gens odieusement maltraités.

La main à la poche, S. V. P. !

C'est pour le Droit contre la plus égoïste des Forces !

NOTA. — *Adresser les souscriptions au citoyen Clément Delcluze, 28, rue de Fives à Lille.*

LE PARLEMENT

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

AVANT LA SÉANCE

Paris, 3 juin.

On s'entretient vivement, dans les couloirs de la nomination de la commission du budget. Nous avons donné, plus haut, notre opinion sur la composition de cette commission qui se contentera d'enregistrer les propositions de M. Cochery.

La séance sera consacrée à la suite de la discussion du privilège de la Banque de France.

Commission du Budget

Le bureau de la nouvelle commission a été nommé aujourd'hui. Il est ainsi constitué : M. Delombre, président, élu par 25 voix sur 29 présents; MM. Maurice Lebon et Krantz, vice-présidents.

M. Delombre a prononcé une allocution dans laquelle il a remercié la commission de l'honneur qu'elle lui faisait.

MM. Chaudet, Laroze, Lasserre et Lhoteau, ont été nommés secrétaires.

La commission a ensuite procédé à la répartition des rapports spéciaux; en voici l'affectation :

Finances, M. Jumet; affaires étrangères, M. Thomson; Justice, M. Renault Morlière; intérieur, M. Laserre; services pénitentiaires, M. Jules Legrand, par 19 voix contre 9, à M. Mougeot; Algérie, M. Chaudey; guerre, M. Boudenoot; marine, M. de Kerjégu;

Instruction publique M. Bouge; beaux-arts, M. Berger; cultes, M. Sauzet; commerce, M. Charles Roux; postes et télégraphes, M. Vogeli; colonies, M. Riotteau, par 23 voix contre 6 à M. Bazille, radical; agriculture, M. Lavertujon; travaux publics, M. de Lasteyrie; monnaies et médailles, M. Cros-Bonnel; Imprimerie nationale, M. Bozérian; Légion d'honneur, M. Graux; Invalides de la Marine, M. Armez; caisses d'épargne, M. Fouquet (droite); Ecole des arts et manufactures, M. Laroze; chemins de fer de la Réunion, M. Bertrand; chemins de fer de l'Etat, M. Gruet.

M. Delombre présidait déjà l'ancienne commission du budget. C'est dire qu'il n'y aura rien de changé. Le budget de 1898 sera aussi mauvais que celui de 1897. Il est vrai que quelques mois plus tard la parole sera aux électeurs.

M. Krantz, ayant été nommé rapporteur général, a donné sa démission de vice-président.

Les graines de betterave

MM. Des Retours, Lemire, Dron, Plichon, Basly, Dansette, Henry Cochin et Fontaines, viennent de saisir la Chambre d'une proposition de loi réclamant le vote immédiat des mesures destinées à protéger la culture de la graine de betterave contre la concurrence allemande.

LA SÉANCE

Présidence de M. Brisson, président.

La séance est ouverte à 2 h. 30, devant une salle presque vide.

LE PRIVILÈGE DE LA BANQUE

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur le renouvellement du privilège de la Banque de France.

Discours de M. Cochery

M. Cochery estime qu'il s'agit moins de savoir si la Banque doit être un établissement d'Etat, que de déterminer l'objet et le rôle de la Banque de France. Il ajoute qu'en voulant faire une banque d'Etat, les socialistes nous poussent au régime des monopoles.

Le ministre expose le fonctionnement et le rôle de la Banque. Ce n'est pas le commerce qui fait le crédit de la Banque mais le public, et la Banque fait profiter le commerce de ce crédit.

Je crois, dit-il, que nos adversaires confondent la monnaie de papier avec le papier-monnaie. Ils ont tort aussi de critiquer le capital-actions qui est une garantie pécuniaire et morale. Au surplus, ce qu'on attaque sous le nom de féodalité financière, c'est l'ensemble de toutes les grandes administrations qui ont contribué à la prospérité de la France.

Que veut-on mettre à leur place ? Le rêve et l'utopie.

Jaurès. — Ce rêve se réalisera, Monsieur Cochery, et vos pronostics seront démentis.

M. Cochery. — L'intérêt des actions de la Banque de France est normal.

La Banque d'Etat sera un danger parce que la politique se trouverait mêlée aux affaires.

On reproche à la Banque d'avoir avancé 25 millions au gouvernement en décembre 1851 : cette somme n'était que le reliquat d'une avance antérieure faite très régulièrement.

M. Pelletan. — Mais c'est inexact !

Gérault-Richard. — Vous voulez amnistier le coup d'Etat !

M. Cochery. — Pas du tout. Personne n'a condamné plus que moi le coup d'Etat; mais il ne faut pas oublier les sept millions exigés de la Banque par la Commune.

Viviani. — Vous faites une différence en faveur de l'Empire.

M. Cochery. — Je fais une différence entre un versement régulier et une extorsion de fonds.

Croyez-vous qu'un gouvernement usurpateur ne ferait pas ce qu'il voudrait avec une Banque d'Etat ? A l'étranger, on est unanime à rendre hommage à notre Banque de France.

Le ministre expose les concessions obtenues par le gouvernement et toute une série de petites améliorations ayant une certaine importance. Il prétend qu'en 1870, la Banque n'a jamais refusé de verser de l'argent au gouvernement de la défense nationale. (Protestations à gauche.)

M. Cochery termine en faisant ressortir les services que rend la Banque.